



Interview de Christian Grégoire, fondateur de la brocante du « quartier des oiseaux »

Christian Grégoire, vous êtes une des figures du « quartier des oiseaux » à Kraainem, et bien connu aussi des habitués du Delhaize. D'où vous est venue l'idée d'une brocante de quartier et quel est son objectif ?

Je suis né dans le « quartier des oiseaux » et, déjà tout petit, je trouvais qu'il ne s'y passait jamais rien. Avec les années, j'ai nourri l'idée de la brocante, surtout lorsque nos quartiers sont devenus des cités dortoirs et que les personnes que je croisais dans la rue regardaient leurs chaussures plutôt que de vous saluer. Avec la fête des voisins, j'ai saisi l'opportunité de « nous rencontrer » sans clivage de quartier. C'est fou ce que nos rues recèlent de gens fantastiques, de tous bords et de toutes communautés.

Quelles sont les nouveautés pour cette année ?

21/5/2017 En 2017, j'ai voulu profiter de la notoriété de la brocante pour en faire bénéficier une association, l'ASBL Villa Indigo (www.villa-indigo.be), qui s'occupe des enfants en fin de vie ou avec de graves soucis de santé. Pour la première fois depuis sa création, la brocante sera donc payante, au profit de cette association (10 € par emplacement et les dons au-delà de 40 € seront déductibles fiscalement). Une autre grande nouveauté est que tous les habitants de Kraainem ont la possibilité de louer un emplacement.

Qu'aimeriez-vous voir amélioré dans votre quartier et au niveau de la commune de Kraainem ?

Je dirais la convivialité, de mieux se connaître les uns les autres, car il y a une richesse humaine incroyable derrière chaque façade de nos maisons.

Interview met Christian Grégoire, stichter van de rommelmarkt "vogelwijk"

Christian Grégoire, u bent één van de figuren van de "vogelwijk" in Kraainem, en goed gekend bij de regelmatige bezoekers van de Delhaize. Waar kwam bij u het idee vandaan van een wijkrommelmarkt en wat is de doelstelling ervan?

Ik ben geboren in de "vogelwijk", en al van kleinsaf aan vond ik dat er daar nooit iets gebeurde. Met de jaren groeide in mij het idee van de rommelmarkt, vooral wanneer het er slaapwijken werden en dat de mensen die ik op straat tegenkwam naar hun schoenen keken in plaats van u te groeten. Ik greep de gelegenheid van het feest van de buren om "elkaar te ontmoeten" over een ruimere buurt. Gek hoeveel fantastische mensen er in onze straten wonen, van alle strekkingen en gemeenschappen.

Wat zijn de nieuwigheden dit jaar?

21/5/2017 In 2017 wilde ik de naam bekendheid van de rommelmarkt aanwenden ten voordele van een vereniging, de VZW Villa Indigo (www.villa-indigo.be), die zorgt voor kinderen op hun levensinde of met grote gezondheidszorgen. Voor de eerste keer sinds haar stichting zal de rommelmarkt dus betalend zijn, ten voordele van deze vereniging (10 € per standplaats, giften boven 40 € zullen fiscaal aftrekbaar zijn). Een andere grote nieuwheid is dat de standplaatsen beschikbaar zullen zijn voor alle inwoners van Kraainem.

Wat zou u graag zien verbeteren in uw wijk en op het niveau van de gemeente?

Ik zou zeggen de onderlinge vriendelijkheid, elkaar beter leren kennen, want er schuilt een ongelooflijke rijkdom achter elk van onze huisgevels.

Kraainem-Unie



Bertrand Waucquez, Johan Forton, Carel Edwards, Marie-France Constant, Julie Verstraete, Jean Massart, Philippe Blockmans, Anne-Marie Mathieu, José & Arlette Michaux, Laurent De Meutter, Vinciane Cardinael, et bien d'autres, en nog veel anderen...

Volgende evenementen Prochains événements

- Wereldkampioenschap Vlaghoogwerpen
Championnat du monde de lancer de drapeau
Parking sporthal / centre sportif • 25/05/2017



- Fête nationale / Nationale Feest
Parc Jourdain park • 21/07/2017



- Paella de/van Kraainem-Unie
Salle PUK zaal • 24/09/2017



- Artiestenparcours / Parcours d'artistes
Kraainem • 7-8/10/2017



Vous souhaitez participer à l'avenir de votre commune et rejoindre une équipe motivée et dynamique...

Wenst u aan de toekomst van uw gemeente met een geomotiveerde en dynamische ploeg mee te werken...

02/779 10 54

kraainem.unie@gmail.com

Seringenstraat 22 rue des Seringas
1950 Kraainem

www.kraainem-unie.be



Commune riche, trottoirs pauvres

p.3

Stoelendans op het gemeentehuis

p.6

Den Tournesol déchaîné



Journal de Kraainem-Unie krant

Mouvement citoyen pour les intérêts communaux
Burgerinitiatief voor het gemeentelijk belang



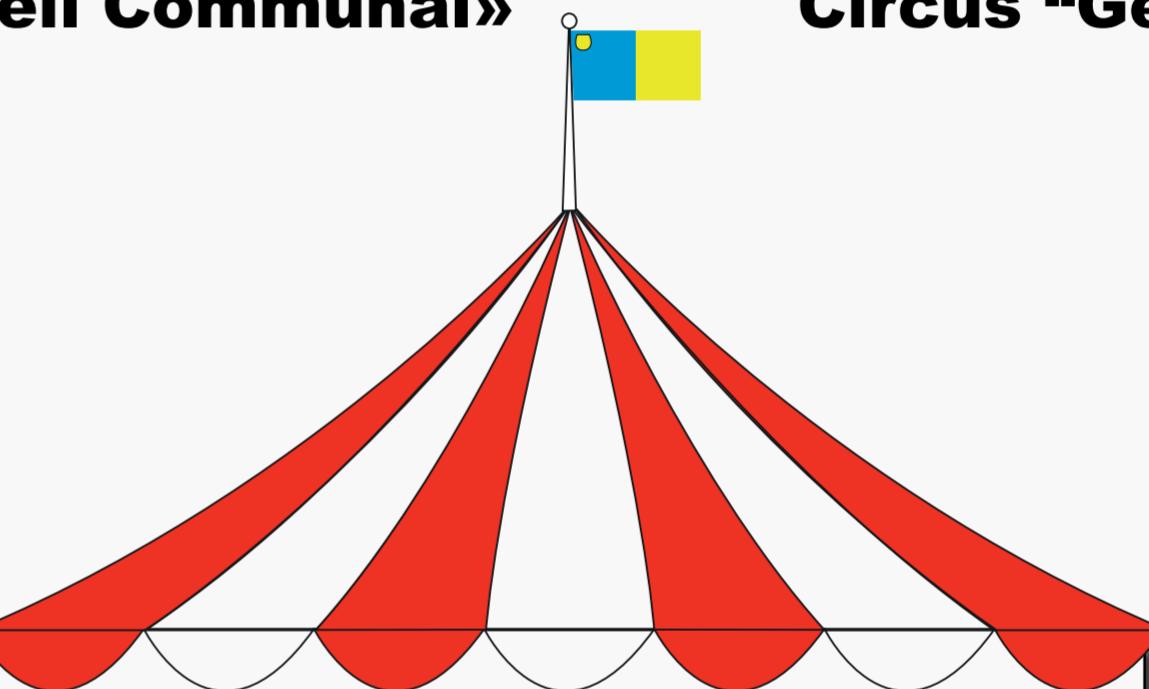
N°4 - Mai 2017

www.kraainem-unie.be

Mei 2017 - Nr 4

Cirque «Conseil Communal»

Le conseil communal représente le parlement d'une commune, son cœur démocratique. Mais pas à Kraainem. Le Collège prend ici les décisions à huis clos et met le conseil communal devant le fait accompli. Dans une salle où l'acoustique est déplorable et où la majorité des membres maîtrisent à peine le néerlandais – langue officielle obligatoire – un débat sensé est impossible. De plus, Union a élaboré un règlement d'ordre intérieur qui limite grandement les discussions. Pour toute réponse à ses questions, l'opposition se voit infligée la lecture à peine compréhensible d'un texte préparé par l'administration. Il n'y a parfois tout simplement pas de réponse. Le Collège reporte alors la faute sur l'opposition « qui pose trop de questions ». Le rôle de l'opposition est d'exercer un contrôle de qualité sur le travail de la majorité. Ceci se fait grâce à une bonne connaissance des dossiers et à un dialogue constructif avec des échevins et un management team qui connaissent tout autant leurs dossiers. Mais pas à Kraainem. Le résultat ? Des décisions erronées (ancienne poste, Fluxys), 55% des investissements prévus au budget ne sont pas réalisés, un plan de mobilité complètement dépassé, etc. Vous pensez que nous exagérons ? Les séances sont publiques. Venez voir par vous-mêmes ! L'entrée est gratuite.



Tant que vous ne l'aurez pas vu,
vous ne le croirez pas !

Prochains conseils communaux :
30 mai et 27 juin à 19h*

Volgende gemeenteraden:
30 mei en 27 juni om 19 uur*

Tevreden of geld terug!

* Dans la salle du conseil de la maison communale - In de raadszaal van het gemeentehuis

Info : www.kraainem-unie.be

Calling all expats



2016 was a bad year for Belgium. In fact, it was a pretty bad year for Europe in general. There seems to be a feeling that mainstream politics may have become irrelevant and that politicians are unable or unwilling to address society's real problems.

If you care about the quality of life, of **your** life in Kraainem, contact us, join us, register as a voter and vote for us.

Feel free to contact us on kraainem.unie@gmail.com, or go to www.kraainem-unie.be

DEN TOURNESOL DÉCHAINÉ - 1

Putsch manqué contre la bourgmestre

Si l'Union s'est présentée sur une liste commune aux élections de 2012, c'était au prix d'accepter un changement de bourgmestre après trois ans. Ainsi, **Véronique Caprasse** (Défi) a été remplacée en janvier 2016 par **Dorothée Cardon de Lichtbuer** (CDH), comme convenu par les chefs des partis à Bruxelles en son temps. Pour Mme Cardon, un bourgmestre, c'est comme un capitaine : maître à bord. En outre, elle a exigé que certains partenaires de sa coalition lui cèdent des compétences, comme la prévention (sécurité) et la communication (MR et Défi). Tout ça n'a pas été bien reçu, et les bagarres entre le bourgmestre et la secrétaire communale et son équipe ont pris des proportions épiques. Au sein du Collège, ce n'est guère mieux : on crie et on tape sur la table. Le résultat est que la gestion politique et administrative sous cette législature commence à sérieusement gripper : on reporte des décisions, on commet des erreurs dans des dossiers importants, etc.

En février, la secrétaire communale et les chefs de service ont présenté un rapport détaillé qui a été discuté au conseil communal. On y accuse le bourgmestre d'une longue liste d'excès, aussi bien sur le plan professionnel qu'en terme de comportement. La bourgmestre n'est pas d'accord. Au contraire, elle accuse certains membres du personnel d'incompétence.

Fluxys, ou l'échevin qui retourne sa veste plus vite que son ombre

Tout commence avec la décision de mise hors service de la canalisation de gaz qui court le long du boulevard de la Woluwe.

Actuellement, la canalisation qui alimente une partie de l'est de Bruxelles en gaz aborde Kraainem à hauteur de la rue Alphonse Lenaerts et de la rue du Verger. Elle passe ensuite en dessous du Ring pour remonter vers le Brico, traverser le Pidorenveld et s'engager dans la tranchée de l'ancien chemin de fer. A Woluwe-Saint-Lambert, il y a une station pour diminuer la pression du gaz afin d'alimenter les besoins domestiques de la commune. De là, la conduite repart vers le boulevard de la Woluwe, Woluwe-Saint-Etienne et Machelen pour rejoindre Haren et plus loin la région de l'aéroport.

La conduite de gaz le long du boulevard de la Woluwe a plus de 40 ans et il a été décidé de mettre ce tronçon hors service, d'autant plus qu'un incident y a déjà eu lieu.

Depuis trois ans, un projet est en cours pour dévier la conduite à partir d'une nouvelle station de détente à construire rue Lenaerts, le long du Ring à Kraainem. A partir de cette station, Woluwe-Saint-Lambert continuera d'être alimentée en basse pression via la canalisation existante et Haren sera alimentée via une nouvelle canalisation. Le nouveau tracé descend vers l'avenue du Tram (le long du cimetière de Kraainem) pour rejoindre Haren via Zaventem et Machelen.

Comme d'habitude, l'échevin de l'urbanisme (Défi) essaie de faire passer ce projet en douce : l'enquête publique pour le permis de bâti se termine en août 2016, et il en parle vaguement au Collège en septembre 2016. De toute façon « c'est au mi-

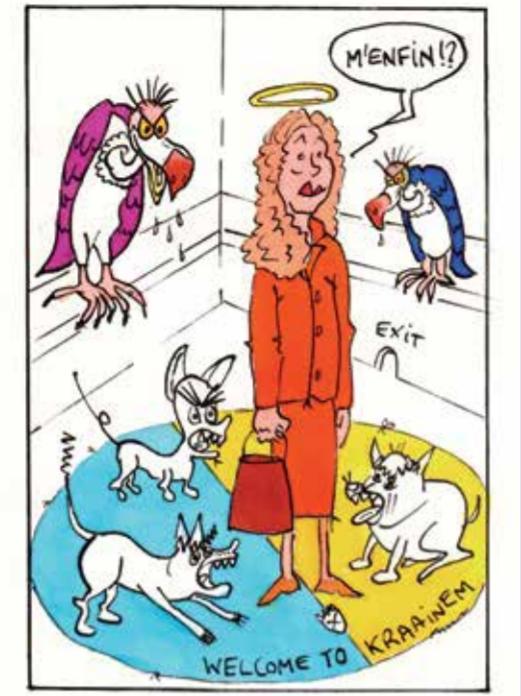
Et le Collège dans tout ça ? Là aussi, on n'arrête pas de se disputer et il n'est plus clair du tout qui est responsable de quel dossier. De part et d'autre on consulte même des avocats, on menace de faire formellement déclarer la commune ingérable,...

En mars, il y a eu une lueur d'espoir pour trouver une solution : un groupe de travail avec un représentant de chaque parti avait été spécialement créé par le conseil communal, sur proposition de Kraainem-Unie (qui en a aussi assuré le secrétariat). Après un mois de travail, ce groupe a proposé que – dans l'intérêt de la commune – tous les partis mettent de l'eau dans leur vin et acceptent l'intervention d'un service de médiation spécialisé dans ce type de situation. Mais c'était beaucoup trop subtil pour certains : par dix voix contre neuf, le conseil communal a demandé que Mme Cardon se retire de ses

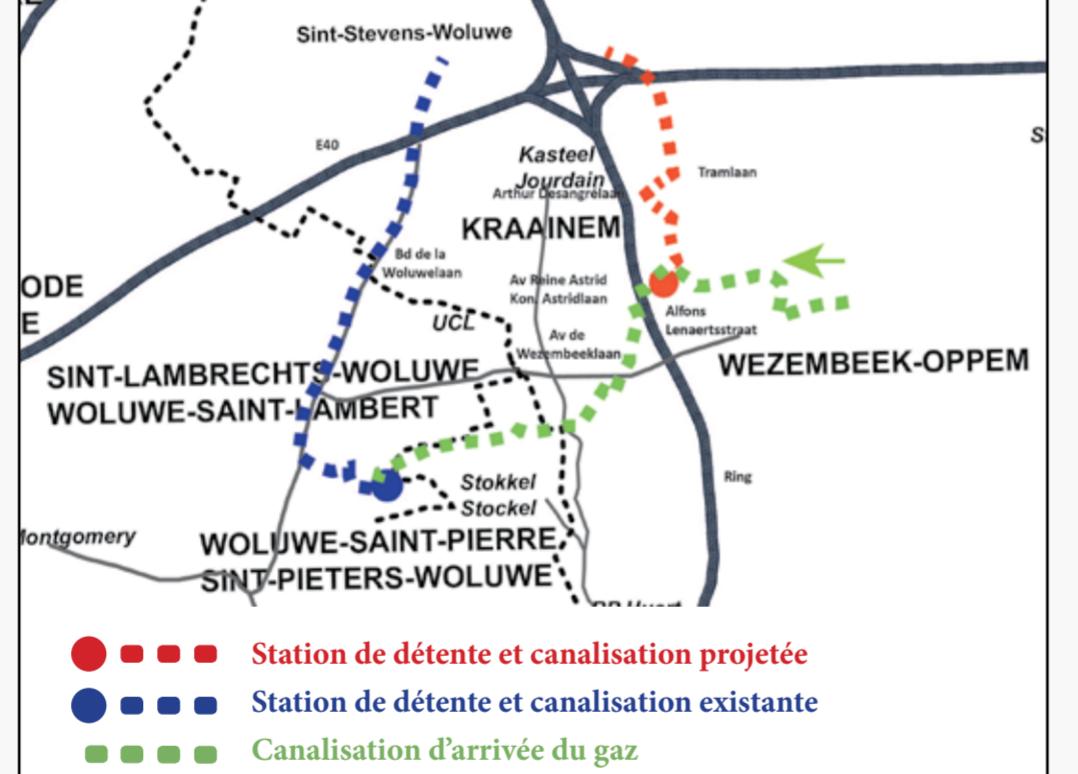
fonctions pendant cinq mois. A sa place, Mme Caprasse était déjà prête à remplir comme bourgmestre, une manœuvre plutôt transparente de la part de Défi (et MR) pour reprendre les rênes. Inutile de dire que Mme Cardon a rejeté cette décision et compte bien rester en place.

Mais quel est donc le vrai problème dans cette commune mis à part une bourgmestre contestée ? Un peu d'histoire : depuis toujours, les partis de l'Union, et Défi en particulier, clament haut et fort qu'ils sont les seuls capables de protéger les intérêts de la majorité francophone à Kraainem contre les pouvoirs flamands.

Raison de plus donc de définir clairement et formellement les compétences respectives des niveaux politique et administratif dans la commune. Il s'agit même d'une obligation légale en Flandre. Or, un accord en la matière fait défaut depuis des années, malgré la demande répétée



des services et de l'opposition au conseil communal. En conséquence, la démarcation entre les compétences d'un Collège peu professionnel d'une part, et des fonctionnaires frustrés d'autre part est devenue dangereusement floue. La façon chaotique dont sont gérés des dossiers importants en témoigne, comme le projet de construction de Home Invest Belgium à l'endroit de l'ancienne poste, ou la station de décompression Fluxys près de la rue Alphonse Lenaerts. Ce sont deux exemples où les habitants se sont organisés pour obtenir leur droit là où la commune aurait dû le faire. Les médias, eux, redécouvrent notre belle commune. Mais aujourd'hui il ne s'agit plus de l'envoi de convocations électoralas en français, ni d'un bourgmestre non nommé. En effet, il devient de plus en plus évident, même à Bruxelles et à Louvain, que les trois partis de l'Union ont créé à Kraainem une situation chaotique en terme de gestion à laquelle s'ajoute désormais des conflits politiques internes qui divisent les services, le Collège et la bourgmestre. Plus question donc de se draper dans la bannière de la défense des droits des francophones, puisqu'ils ne sont pas menacés, du moins pas par la Flandre. Et ce sont bien tous les habitants de Kraainem qui devront un jour payer la facture.



pas de confirmation formelle.

Notons que Fluxys n'avait pas connaissance de cette décision du Collège lors de la présentation du jeudi 5 janvier 2017 à la maison communale. Notre échevin avait juste « oublié de les prévenir » : on croit rêver. Nous apprenons également ce soir-là que Fluxys avait proposé à de nombreuses reprises à la commune d'informer les riverains par le biais des publications communales, mais pas grand-chose n'a été fait dans ce sens, et rien à ce sujet dans le journal communal. Fluxys ne sait pas encore qu'au Collège de Kraainem, le silence est d'or...

Encore plus fort dans le genre retournement de veste : quelques jours après la concertation, Défi distribue un flyer en expliquant qu'il demande le déplacement de la « cabine de détente » de la rue Lenaerts

dès services et de l'opposition au conseil communal. En conséquence, la démarcation entre les compétences d'un Collège peu professionnel d'une part, et des fonctionnaires frustrés d'autre part est devenue dangereusement floue. La façon chaotique dont sont gérés des dossiers importants en témoigne, comme le projet de construction de Home Invest Belgium à l'endroit de l'ancienne poste, ou la station de décompression Fluxys près de la rue Alphonse Lenaerts. Ce sont deux exemples où les habitants se sont organisés pour obtenir leur droit là où la commune aurait dû le faire. Les médias, eux, redécouvrent notre belle commune. Mais aujourd'hui il ne s'agit plus de l'envoi de convocations électoralas en français, ni d'un bourgmestre non nommé. En effet, il devient de plus en plus évident, même à Bruxelles et à Louvain, que les trois partis de l'Union ont créé à Kraainem une situation chaotique en terme de gestion à laquelle s'ajoute désormais des conflits politiques internes qui divisent les services, le Collège et la bourgmestre. Plus question donc de se draper dans la bannière de la défense des droits des francophones, puisqu'ils ne sont pas menacés, du moins pas par la Flandre. Et ce sont bien tous les habitants de Kraainem qui devront un jour payer la facture.

Kraainem, een rijke gemeente, want men investeert er niet

In zijn laatste flyer kondigt Défi aan dat "het budget 2017 afgesloten wordt met een overschot van 1.590.004 €..."

Zoals toegegeven door de financieel controller* zelf, gaat het natuurlijk niet om goed beheer, maar eerder om non-beheer van een aantal publieke werken die al lang hadden moeten zijn uitgevoerd.

In 2014 werd maar 45% van de investeringen uitgevoerd. De inwoners van Kraainem weten in welke staat onze straten, voet- en fietspaden verkeren. Deze toestand duurt al sinds was in 2015) 1.299.106 €, en in januari 2017 2.388.776 €, zijnde een verhoging van 84%. En de werken zijn nog niet eens begonnen (afgezien dan van de verwijdering van een deel van het asbest, die we na sterke aandrang toch hebben kunnen bekomen). Het gaat om een prestige-project dat het College duidelijk meer interesseert dan de stratenrenovatie.

De inwoners van de Groenstraat, Tul-

penstraat, Seringenstraat en Potaardestraat zullen blij zijn te vernemen dat de renovatiewerken van hun straat, voorzien in 2016, zo naar 2018 verschoven werden.

In deze geest zijn we er voorstander van om aan de bevolking te vragen haar mening te geven over deze soort uitgaven.

Laten we het duidelijk zeggen: ja, een polyvalente zaal voor Kraainem is een goed idee, maar neen, we zijn niet zeker dat in deze moeilijke tijden een project zoals de PAT-zaal een prioriteit is. Van zodra de schulden van de gemeente voor het grootste deel terugbetaald zijn, zouden we eerder neigen naar een belastingverlaging, tenzij het College terug een investerings- en renovatiepolitiek zou doorvoeren... zoals een goede huisvader.

*NvdR: die ondertussen ontslag genomen heeft

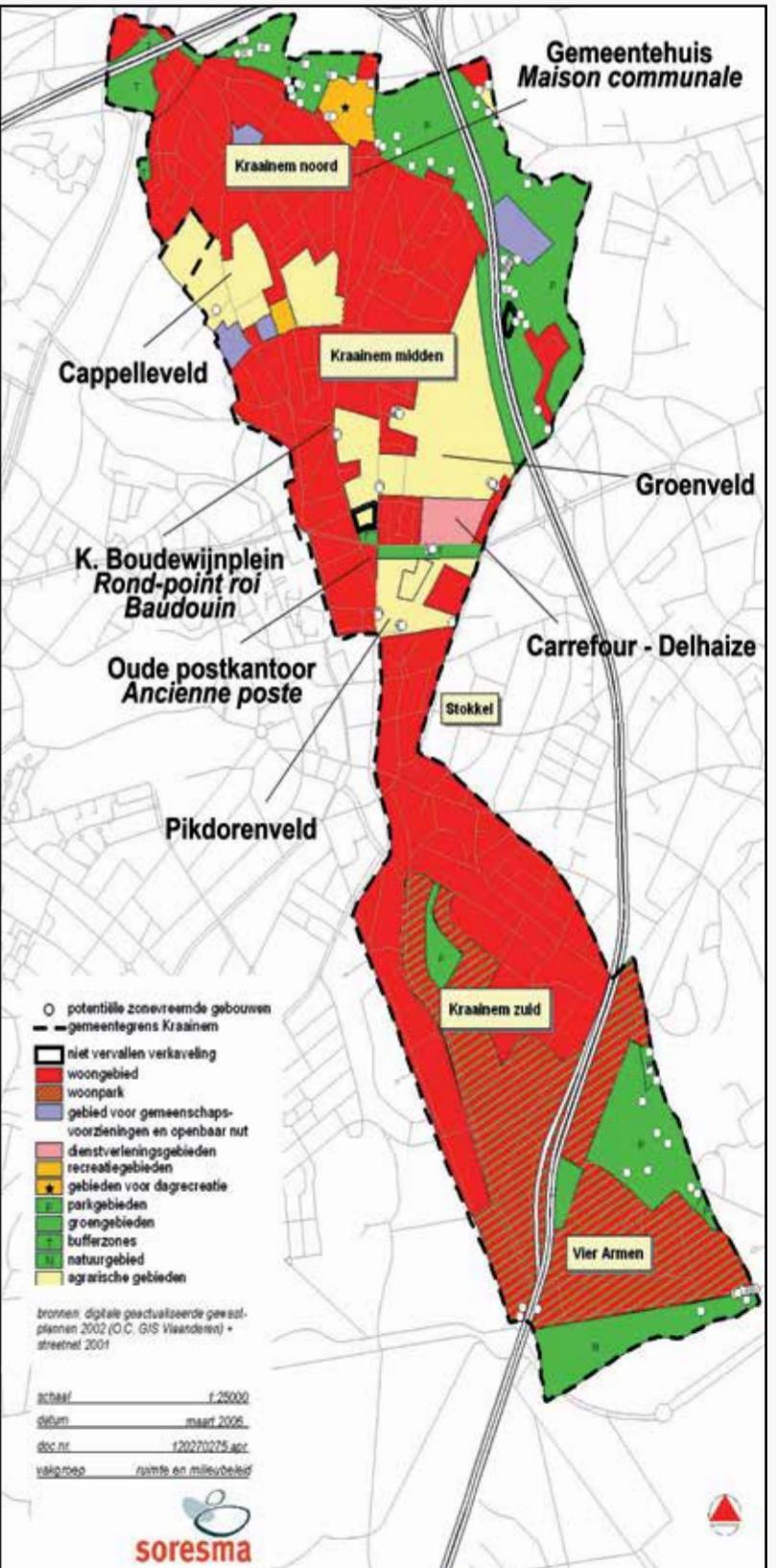
Maar waar gaan onze groene ruimtes naartoe?

Een stedenbouwkundige vergunning voor een nieuwe verhaveling in de velden tussen de Koninkin Astridlaan en de Cloetenstraat werd omlangs aangeplakt. Zelfs indien deze zone inderdaad een bouwzone is (rood ingekleurd), moeten we de verdwijning betreuren van de laatste groene ruimtes van onze gemeente.

Afgaand op eerdere gesprekken met de

ingenieurs van Vivaqua, mag men ook vrezen dat dit de waterafvoerproblemen bij zware regen nog zal versterken.

Op de kaart hieronder zijn de landbouwzones lichtgeel gekleurd, deze zijn normaliter niet bebouwbaar. Er blijven dus op dit ogenblik nog maar drie zones beschermd tegen de bouwpromotoren: Capelleveld, Groenveld en Pidorenveld. U mag er gerust van uitgaan dat wij dit nauwkeurig blijven volgen.



Heraanlegging van het Dumonplein

Begin oktober werd een bouwvergunning toegekend om het Dumonplein grondig te renoveren. De werken van dit voor Sint-Pieters-Woluwe prioritaar project zijn gepland van februari tot december 2017. Het doel is om de wijk- en commerciële aantrekkelijkheid van Stokkel te verhogen en om van het Dumonplein een echte publieke plaats te maken die meer en beter toegankelijk is.

Er is echter een schaduwzijde voor de inwoners van Kraainem, want het project wil het doorgangsverkeer ontmoedigen en omleiden naar de « grote regionale assen », t.t.z. de Tervurenlaan, de Wezembeeklaan, en de Baron d'Huartlaan / Koninging Astridlaan. Ondanks meerdere waarschuwingen van Kraainem-Unie sinds het begin van 2016 moeten wij vaststellen dat de gemeente Kraainem niets heeft gedaan

om deze collaterale schade te vermijden of zelfs maar in te perken. De bestuurders van onze gemeente hebben blijk gegeven van een schuldige passiviteit waarvan de betrokken bewoners de gevolgen kunnen vaststellen sinds het begin van de werken in februari. Dit staat ook in verband met het nu compleet achterhaald mobiliteitsplan van onze gemeente, waarvoor de huidige verantwoordelijke schepen blijk geeft van evenveel passiviteit. Hoe lang moeten de inwoners van Kraainem nog wachten om een geactualiseerd mobiliteitsplan te krijgen?

Jammer genoeg zijn transparantie en overleg geen karakteristieken van Union. Integendeel. De regel is: geheimhouding en beslissingen achter gesloten deuren binnen het College van burgemeester en schepenen.



Le survol – Quelques nouvelles

14 associations locales de défense des riverains contre les nuisances aériennes ont présenté le 7 mars 2017 à la presse leur position commune, à l'initiative entre autres de l'UBCNA-BUTV dont nous assurons une des vice-présidences. Cette conférence rappelait essentiellement deux points fondamentaux :

- La suppression effective d'ici fin 2019 de tous les vols nocturnes entre 22h et 7h
- La limitation définitive du nombre de vols annuels à Brussels Airport à 220.000 mouvements par an d'ici la fin 2019 : nous l'avons répété à plusieurs reprises, c'est une condition fondamentale sans laquelle aucun plan de répartition ne pourra jamais fonctionner.

Pour le texte complet, voir <http://ubcna-butv.be>

Quelques commentaires sur l'évolution de ce dossier, pour lequel le cabinet du ministre Bellot n'a toujours pas fait de propositions concrètes à l'heure où nous clôturons cette édition.

Les nombreuses procédures judiciaires introduites dans ce cadre sont un mal nécessaire pour défendre les riverains, mais le ministre Bellot a très probablement raison quand il dit que l'on n'a jamais trouvé une solution dans un tribunal. Les décisions prises ne sont pas toujours appliquées et sont en général le signal de départ pour la procédure NIMBY⁽¹⁾ suivante,... Dans cet esprit, nous préférons de loin une concertation maximale entre le plus grand nombre possible d'acteurs concernés et appuyons la démarche de ces 14 associations.

Nous saluons néanmoins les résultats de l'action en justice introduite par 93 familles en 2008 et appuyée par l'association Wake Up Kraainem. Il s'agissait de réagir contre une utilisation abusive de la piste 01 préjudiciable à la santé de ces riverains excessivement survolés. La Cour d'appel de Bruxelles a conforté début avril 2017 un jugement du tribunal de première instance (datant de 2011) en faveur de ces familles suite à l'appel de l'état belge contre ce premier jugement. Le montant du préjudice et des indemnités n'a pas encore été fixé.

Des emplois doublés en 2040 ? Fin 2016, Brussels Airport a présenté son plan 2040, avec une proposition qui semblait être acceptée sans coup férir : il s'agit du nombre d'emplois qui en 2040 selon ces plans passerait à 120 000 (pour 60 000 actuellement, en comptant également ceux qui sont créés de manière indirecte). Or, de nombreux emplois de manutention et de services dans ce secteur auront disparu bien avant cette date de 2040 puisque des robots se chargeront de ces tâches. Bien sûr, des êtres humains seront nécessaires dans un premier temps pour s'occuper de ces machines, mais leur nombre diminuera rapidement et n'aura de toute façon après 2030 plus rien à voir avec les niveaux annoncés : c'est une évidence. Promettre 2 fois plus de jobs en 2040 si on laisse l'aéro-

⁽¹⁾Not In My Back Yard

Les plans pour la réfection du dernier tronçon de l'avenue Reine Astrid sont prêts depuis 2016 : nouveaux trottoirs, nouvelles pistes cyclables, etc., bref de bonnes nouvelles semblaient-il, car les premières phases avaient finalement abouti à un bon résultat.

Cependant, le projet reste en suspens. Pourquoi ? Parce qu'il est très différent de ce qui a été fait jusqu'à présent : des pistes cyclables de 2 m de large (au lieu de 1,50 m pour les tronçons déjà rénovés) et l'élimination de toutes les places de stationnement transversal, ce qui implique une perte d'au moins 50% des places de parking. Si celles-ci disparaissent, des commerçants de Kraainem seront à nouveau au pied du mur (comme à la Place de la Station dans le Nord de Kraainem).

Les plans proviennent d'un bureau d'études, bien payé, mais qui connaît mal la nature de cette avenue et ses habitants. Prévoir des pistes cyclables aussi larges, c'est très bien là où il y a de l'espace, mais ce n'est pas le cas partout : certainement pas entre la rue Verte et la rue des Tulipes, où il y a le plus de commerces. On cherche à maximiser la sécurité pour

les cyclistes ? Fort bien ! Mais s'il y a un problème de sécurité aujourd'hui c'est surtout du fait qu'il y a longtemps que les pistes cyclables ne sont plus entretenues. De plus, le nouveau projet prévoit



que les futures pistes cyclables seront situées entre la voirie et les emplacements de parking, contrairement à ce qui a été fait ailleurs sur l'avenue Reine Astrid (pour des raisons de sécurité...).

Supprimer le stationnement perpendiculaire dans l'avenue Reine Astrid est en fait une condition de

la région pour que la commune puisse bénéficier de 600.000 € de subsides pour la réfection des pistes cyclables. Mais puisqu'on parle subsides : l'Union a bien fait placer un terrain synthétique.

Le projet a déjà été discuté à deux reprises au sein d'une commission technique, mais ni le collège, ni l'échevin de la mobilité n'exerce un contrôle sur ce dossier. Il a été demandé à l'administration communale d'élaborer des plans alternatifs. Depuis, ici et là quelques places de parking supplémentaires ont été ajoutées, mais sans plus. Entre-temps les services administratifs insistent pour qu'une décision soit rapidement prise par le collège, sous peine de perdre les subventions. Bref, le dialogue de sourds continue et l'administration communale persiste à promouvoir un vélodrome là où une simple piste cyclable et des places de parking sont nécessaires. Si ce projet est un jour mis à exécution, la vie quotidienne des riverains de l'avenue Reine Astrid deviendra sensiblement plus difficile, sans parler des commerçants et prestataires de services directement concernés, même si s'ils restent.

tique pour le club de foot pour 600.000 € sans subside et la nouvelle salle polyvalente va coûter autour de 2 millions d'euros, également sans subside. Alors pourquoi la rénovation des rues et pistes cyclables devrait dépendre de normes et critères de subventions régionales, même si s'ils ne correspondent pas aux besoins locaux.

Vliegtuigen – Laatste ontwikkelingen

14 lokale verenigingen tegen lawaaihinder van vliegtuigen hebben op 7 maart 2017 hun gezamenlijke positie aan de pers voorgesteld, op initiatief van UBCNA-BUTV, waarvan wij één van de vicevoorzitterschappen voor onze rekening nemen. 2 fundamentele eisen werden herhaald:

- Effectief stopzetten tegen einde 2019 van alle nachtvluchten tussen 22u en 7u
- Beperking van het totaal aantal bewegingen tot 220.000 tegen einde 2019. Dit is een conditie sine qua non voor de toekomst, anders gaat geen enkel route plan lukken.

Voor de volledige tekst van de persconferentie, zie <http://ubcna-butv.be>



Op het moment dat wij ter perse gaan met deze editie heeft minister Bellot nog altijd geen concrete voorstellen kunnen formuleren.

De talrijke juridische procedures in dit dossier zijn een noodzakelijk kwaad om de buren te verdedigen, maar de

minister heeft wel gelijk als hij zegt dat een oplossing nog nooit in een rechtbank gevonden werd. De beslissingen worden niet altijd toegepast, en zijn meestal het vertrekpunt van de volgende NIMBY⁽¹⁾ procedure.... In deze context geven wij uiteraard de voorkeur aan een dialoog tussen het grootst mogelijk aantal betrokkenen, en steunen wij uiteraard het initiatief van de 14 verenigingen.

Toch willen we hier de resultaten van de juridische actie op initiatief van 93 families en gesteund door de vereniging Wake Up Kraainem te delen. Het ging over een procedure tegen hetabusief gebruik van baan 01, met schadelijke gevolgen voor de gezondheid van de overgevlogen bewoners. Het Hof van Beroep van Brussel heeft een vonnis van het Hof van eerste aanleg (dd. 2011) bevestigd na een beroep van de Belgische staat tegen de eerste beslissing. Het bedrag van de schade en van de compensaties is nog niet bepaald.

Jobs verdubbeld in 2040? Brussels Airport heeft eind 2016 haar plannen voor 2040 voorgesteld, met een concept dat leek te worden aanvaard zonder slag of stoot: het aantal banen zou toenemen tot 120 000 (vandaag gaat het over 60 000, rekening houdend met de indirecte jobs). Uiteraard zullen veel jobs in deze sector lang voor 2040 door robots uitgevoerd worden. Mensen zullen in eerste instantie wel nodig zijn om voor die machines te zorgen, maar hun aantallen zullen snel afnemen en zullen in ieder geval na 2030 niets meer te maken hebben met wat er nu beweerd wordt. 2 keer meer banen beloven tegen 2040 als de activiteiten van de luchthaven tegen en verdubbelen is in het beste geval struisvogelpolitiek, en zo niet, diep oneerlijk. Dat zal niet gebeu-

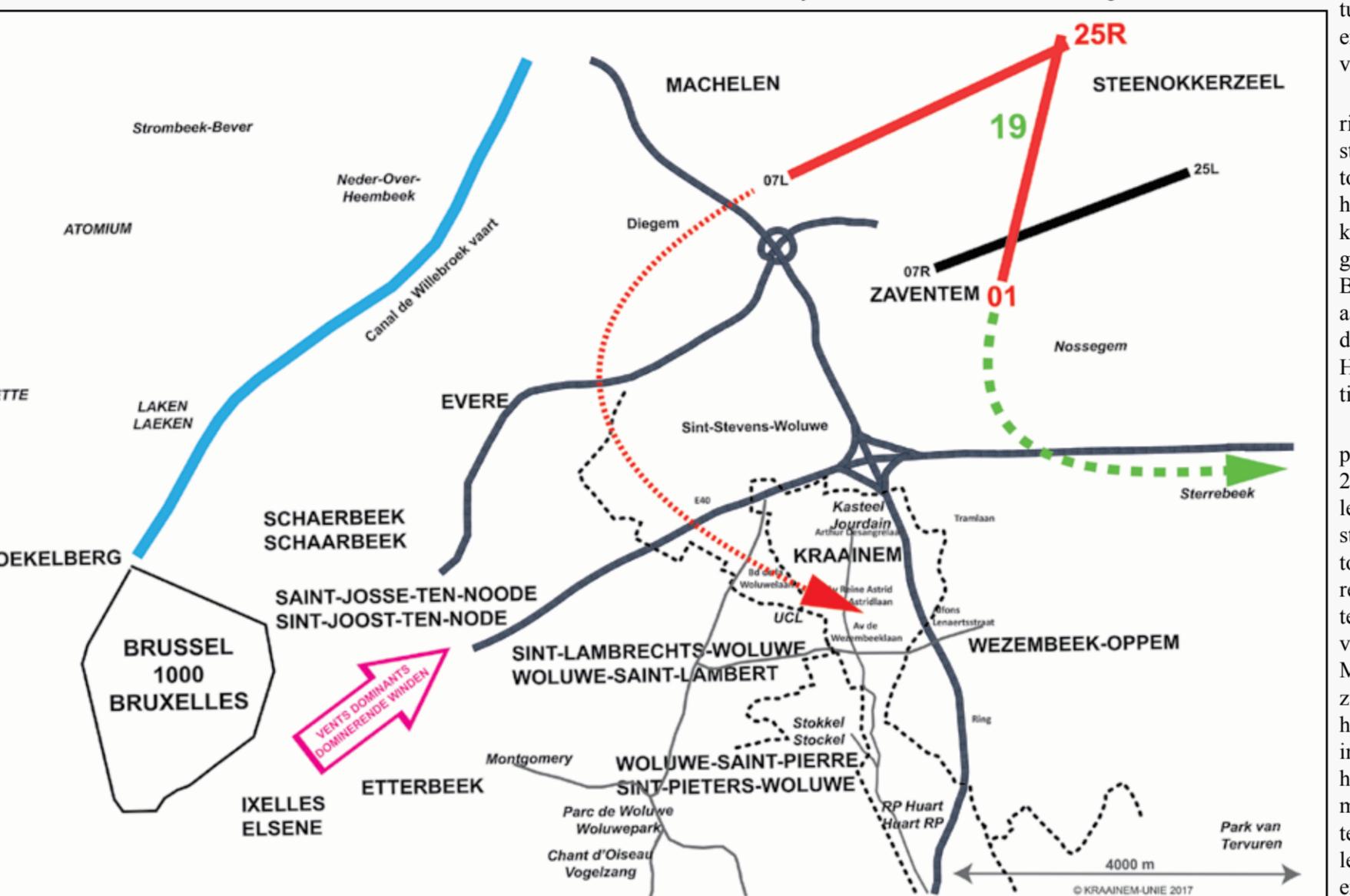
ren, en het zijn dezelfde mensen die nu deze plannen bedenken die later de automatisering zullen toepassen "om concurrent te blijven". Een interessant interview van Bill Gates hieromtrent: hij is nu ook overtuigd dat robots die mensen vervangen eigenlijk op dezelfde manier zouden moeten belast worden, zie www.recode.net/2017/2/17/14652880/bill-gates-robots-steal-human-jobs-pay-taxes

Wij zijn ook verbaasd te moeten vaststellen in welke mate het gebruik van baan 19 controversieel is. Deze baan kruist de 25-banen, net zoals baan 01 de 07-banen kruist (zie schema). Het bijna-ongeval van 5 oktober 2016 betrof trouwens een vliegtuig op baan 07R voor take-off en een ander dat zijn landing op baan 01 aan het voorbereiden was. In dit geval had de piloot van de 07R eenvoudigweg de instructies van de controletoren genegeerd. Onder deze omstandigheden is natuurlijk geen enkele baan veilig.

Veel minder mensen worden overgevlogen in het geval van startbaan 19 (groen hiernaast) dan in het geval van 25R (rood hiernaast). De gemeenten Sterrebeek en Wezembeek liggen echter dichter bij het einde van de startbaan en worden dan overgevlogen op kleinere hoogte, wat betekent meer lawaai dan voor Kraainem in geval van 25R.

Geen sprake dus van een intensief gebruik van deze baan, maar als de nodige veiligheidsmaatregelen genomen worden kan het wat soelaas brengen voor de overgevlogen bevolking van de 25R linkse bocht. Wij zijn in die omstandigheden dan voorstander van een redelijk gebruik van de baan 19. Door een iets scherpere bocht met 15° à 20° naar links (in de richting van het OLNO baken, langs de E40) zou de lawaaihinder voor de gemeenten van Sterrebeek en Wezembeek bovendien beperkt blijven.

⁽¹⁾Not In My Back Yard



Rénovation de l'avenue Reine Astrid

Les plans pour la réfection du dernier tronçon de l'avenue Reine Astrid sont prêts depuis 2016 : nouveaux trottoirs, nouvelles pistes cyclables, etc., bref de bonnes nouvelles semblaient-il, car les premières phases avaient finalement abouti à un bon résultat.

Cependant, le projet reste en suspens. Pourquoi ? Parce qu'il est très différent de ce qui a été fait jusqu'à présent : des pistes cyclables de 2 m de large (au lieu de 1,50 m pour les tronçons déjà rénovés) et l'élimination de toutes les places de stationnement transversal, ce qui implique une perte d'au moins 50% des places de parking. Si celles-ci disparaissent, des commerçants de Kraainem seront à nouveau au pied du mur (comme à la Place de la Station dans le Nord de Kraainem).

Les plans pour la réfection du dernier tronçon de l'avenue Reine Astrid sont prêts depuis 2016 : nouveaux trottoirs, nouvelles pistes cyclables, etc., bref de bonnes nouvelles semblaient-il, car les premières phases avaient finalement abouti à un bon résultat.

Supprimer le stationnement perpendiculaire dans l'avenue Reine Astrid est en fait une condition de

Renovatie van de Koningin Astridlaan

In 2016 waren de plannen klaar voor de heraanleg van het laatste deel van de Koningin Astridlaan: nieuwe voet- en fietspaden, nieuwe bomen, allemaal goed nieuws leek het, de eerste fase heeft tenslotte een mooi resultaat opgeleverd.

De plannen liggen nog steeds op tafel. Waarom? Omdat zij sterk afwijken van wat er tot nog toe werd gedaan: fietspaden van 2 m breed (i.p.v. 1,50 m op de reeds gerenoveerde stukken) en de afschaffing van alle dwarsparkeerplaatsen. Dit laatste leidt tot een verlies van minimaal 50% aan parkeerplaatsen, ook voor de winkels, banken, restaurants en medische cabinetten op dit traject. Als die plaatsen verdwijnen wordt daalwiel een aantal handelaars in Kraainem het mes op de keel gezet (net als in Noord Kraainem aan weerszijden van de werken aan de Woluwelaan).

De plannen komen uit de koker van een studiebureau dat handenvol geld heeft gekost maar dat het karakter van deze laan en zijn bewoners niet goed kent. Brede fietspaden aanleggen kan natuurlijk daar waar er ruimte voor is, maar dat is lang niet overal het geval, zeker niet tussen de

Groenstraat en de tramhalte bij de Tulpenstraat, waar zich de meeste winkels bevinden. Het gaat allemaal om de veiligheid van de fietsers, zo heet het. Dat is prima, maar het gebrek aan veiligheid vandaag

woners en hun klanten is in geen geval een oplossing. Volgens de gemeentediensten moet er echter een einde komen aan dwarsparkeeren als men zo'n 600.000 € aan subsidie van het gewest



komt vooral omdat de fietspaden al sinds mensenheugenis niet meer onderhouden zijn. Volgens de nieuwe plannen zou het fietspad weer tussen de rijweg en de parkeerstrook worden gelegd, wat bij een andere renovatie niet het geval was (om veiligheidsredenen).

Parkeerplaatsen afschaffen voor be-

subsidiecriteria. Akkoord met subsidies, maar voor zover het in het belang is van de gemeente.

Het project is nu twee maal in een technische commissie besproken, noch de schepen voor mobiliteit, noch het College, schijnen veel greep op dit dossier te hebben. De gemeentediensten werden gevraagd om alternatieve plannen te maken. Van hun kant dringen de diensten aan op een snelle beslissing van het bestuur – om de subsidie niet te verliezen – maar zonder een aanvaardbaar alternatief voor te stellen; er worden hier en daar een paar parkeerplaatsen toegevoegd maar het trekt nog altijd op niets: het blijft een bizarre velodroom daar waar een normaal fietspad nodig is met voldoende parkeergelegenheid. Als dit project doorgaat volgens de huidige plannen dan wordt

het dagelijks leven een stuk moeilijker voor de bewoners van de Koningin Astridlaan, om maar te zwijgen van de handelaars en dienstverleners, als die tenminste blijven.

Mislukte putsch tegen de burgemeester

De Union lijst van 2012 is er gekomen op voorwaarde dat er na 3 jaar een burgemeesterswissel zou zijn. Zo werd **Véronique Caprasse** (Défi) in januari 2016 vervangen door **Dorothée Cardon de Lichtenbuer** (CdH), zoals destijds afgesproken was tussen de partijbazen in Brussel. Mevr. Cardon ziet haar functie als een moderne CEO die de gemeente ook daadwerkelijk moet leiden. Bovendien eist zij van haar coalitiegenoten dat die een aantal bevoegdheden aan haar afstaan, zoals preventie (veiligheid) en communicatie (MR en Défi). Niets van dit alles is in goede aarde gevallen, en de ruzies tussen de burgemeester en de gemeentesecretaris en haar team hebben epische proporties aangenomen. Ook binnen het College raakt men voortdurend slags tussen coalitielopers. Het gevolg is dat zowel de politieke als administratieve besluitvorming mank lopen: beslissingen worden uitgesteld, er worden fouten gemaakt in dossiers, enz.

In februari kwam een uitgebreid rapport van de gemeentesecretaris en diensthoofden op de tafel van de gemeenteraad. Hierin werd de burgemeester in detail van een lange reeks excessen beschuldigd, zowel professionele als qua gedrag. De burgemeester ziet dit anders en beschul-

digt bepaalde personeelsleden van onbekwaamheid. En het College? Ook daar is het voortdurend ruzie en is het volstrekt onduidelijk wie vandaag verantwoordelijk is voor welk dossier. De verschillende partijen hebben advocaten in de arm genomen. Men dreigt zelfs met het onbestuurbaar verklaren van de gemeente. Enz., enz.

In maart leek het er even op dat er een oplossing was gevonden: een werkgroep van alle partijen - gecreëerd door de gemeenteraad op voorstel van Kraainem-Unie,

dat ook het secretariaat heeft verzorgd. Deze deed een voorstel om via een gespecialiseerd bemiddelingsteam de zaak recht te trekken. Bij stemming hierover in de gemeenteraad van 28 maart (10

tegen 9) eisde men echter toch dat Mevr. Cardon - al was het "maar" voor 5 maanden - op zou stappen. In haar plaats zou Mevr. Caprasse dan wel het burgemeesterschap weer waarmen. Een nogal doorzichtig manoeuvre van Défi (en MR) om de hand weer aan het roer te slaan.

Maar wat zit

hier nu werkelijk achter, buiten een omstreden burgemeester?

Al sinds jaar en dag beweren de Union-partijen - en Défi in het bijzonder - dat de belangen van de Franstalige meerderheid in Kraainem alleen

in hun handen veilig zijn tegen de Vlaamsche overmacht. Ook daarom is met name een duidelijke en formele taakverdeling tussen het politieke en administratieve ni-



Fluxys – een verhaal over de late roeping van een schepen

Het verhaal begint met de beslissing om de gasleiding die langs de Woluwelaan loopt te sluiten.

De hoofdleiding die een deel van Oost-Brussel van gas voorziet komt Kraainem binnen ter hoogte van de Alfons Lenaertsstraat en de Boomgaardstraat. Hij gaat dan onder de Ring door naar de Brico en het Pidorenveld en loopt verder verder langs de oude spoorlijn. In Sint-Lambrechts-Woluwe staat een station waar de hogedruk van het gas wordt gehaald zodat het geschikt is voor huishoudelijk gebruik. Vandaar gaat het verder naar de Woluwelaan, Sint-Stevens-Woluwe en Machelen, om uiteindelijk uit te komen bij Haren en de streek rond de luchthaven.

De leiding die langs de Woluwelaan loopt is 40 jaar oud en wordt nu opgedoekt, temeer daar een incident al heeft plaatsgevonden.

Drie jaar geleden is men begonnen met een project om de zaak om te leiden via een nieuw ontspanningsstation in de A. Lenaertsstraat in Kraainem, bij de Ring. Van daaruit krijgt Sint-Lambrechts-Woluwe dan gas onder lagedruk via bestaande leidingen, terwijl Haren een nieuwe toever krijgt. Het nieuwe tracé daalt af naar de Tramlaan (langs de begraafplaats) en komt uiteindelijk terecht in Haren via Zaventem en Machelen.

Zoals gewoonlijk probeerde de schepen voor stedenbouw (Défi) de zaak stil te houden en vragen de gemeente om financiële steun. De gemeentesecretaris is niet aanwezig op de hoorzitting en men kan hierover dus geen formeel besluit nemen, maar het verzoek zou op zeer korte termijn behandeld worden (sic). Daar blijft het voorlopig bij.

Fluxys was die avond trouwens niet op de hoogte van de beslissing van het Colle-



eraan... Maar dan gaat het mis: de buurbewoners trekken plots aan de alarmbel wanneer ze eind november de openbare aankondigingen zien voor een aanvraag van milieuvvergunning. De pers neemt het verhaal op en dan heeft het College geen keus meer: een openbare hoorzitting wordt belegd met een presentatie door Fluxys.

Hoorzitting met buurtbewoners, 5 januari 2017

De schepen voor stedenbouw vervangt de burgemeester, die afwezig is.

Gezien de opkomst van bewoners, en hun talrijke reacties die avond, voelt de schepen zich geroepen om de situatie te reden en een andere weg in te slaan. Hij stelt voor de leiding te verleggen naar de andere kant van de Ring - ook al was het zijn initiatief geweest in het College van september om de oorspronkelijke bouwvergunning af te geven.

Om zijn gezicht te reden laat hij nu weten dat het College een negatief advies heeft gegeven voor de toekenning van de milieuvvergunning. Dat kost nl. niets, want hij weet ook dat dit het project niet meer kan stoppen, omdat de vergunningen op provinciaal en regionaal niveau wel gegeven zullen worden.

De bewoners besluiten om in beroep te gaan om het plan in zijn huidige vorm te blokkeren en vragen de gemeente om financiële steun. De gemeentesecretaris is niet aanwezig op de hoorzitting en men kan hierover dus geen formeel besluit nemen, maar het verzoek zou op zeer korte termijn behandeld worden (sic). Daar blijft het voorlopig bij.

Fluxys was die avond trouwens niet op de hoogte van de beslissing van het Colle-

ge (om de milieuvvergunning te weigeren). "Een vergetelheid" van de schepen, zo heet het. Die avond heeft men overigens ook vernomen dat Fluxys er bij de gemeente op had aangedrongen om gemeentelijke informatiemedia te gebruiken om de bewoners voor te lichten. Hier hebben we weinig van gezien, en al helemaal niet in het gemeentelijke infoblad. Fluxys heeft nog niet begrepen dat in het College van Kraainem zwijgen inderdaad goud is...

Maar de bekering van de schepen gaat verder. Enige dagen later deelt Défi een vlugschrift uit waarin het eist dat de bewuste installatie voorzien bij de Lenaertsstraat verplaatst wordt, alsof het zelf niets te maken had met de oorspronkelijke beslissing om de vergunning te geven voor

de werken. Op 11 april 2017 volgt de publicatie door de gemeente van het besluit van de Deputatie van Vlaams-Brabant: het beroep aangespannen door de bewoners is verworpen en Fluxys krijgt zijn milieuvvergunning voor het bouwen van een station in de Lenaertsstraat. Een beroepsprocedure bij het gewest zou een volgende stap kunnen zijn.

Bij het ter perse gaan weten wij nog niet wat de finale beslissing zal zijn. De werken, die in februari hadden moeten beginnen, zijn geblokkeerd. Wat wel duidelijk is is dat de politiek van "zwijgen is goud" uiteindelijk geen resultaten geeft maar wel veel tijd en moeite kost.

Kraainem, une commune riche, car on n'y investit pas

Dans son dernier flyer, Défi annonce que « le budget 2017 se clôture avec un boni de 1.590.004 €... ».

Du propre aveu du contrôleur financier, il ne s'agit évidemment pas d'une bonne gestion, mais plutôt d'une non-gestion d'un certain nombre de travaux publics qui auraient dû être réalisés depuis longtemps.

Ces excédents budgétaires nous permettent effectivement de rembourser les emprunts contractés de façon totalement incohérente en 2006 : la charge de la dette, qui s'est élevée durant des années à 20%

des rentrées, commence seulement à devenir plus acceptable : elle s'élevait à 16% pour 2014, et à 14% pour 2015.

Et la suite ? Les choses pourraient se compliquer en 2017 : la construction d'une nouvelle salle polyvalente (ex. salle PAT)

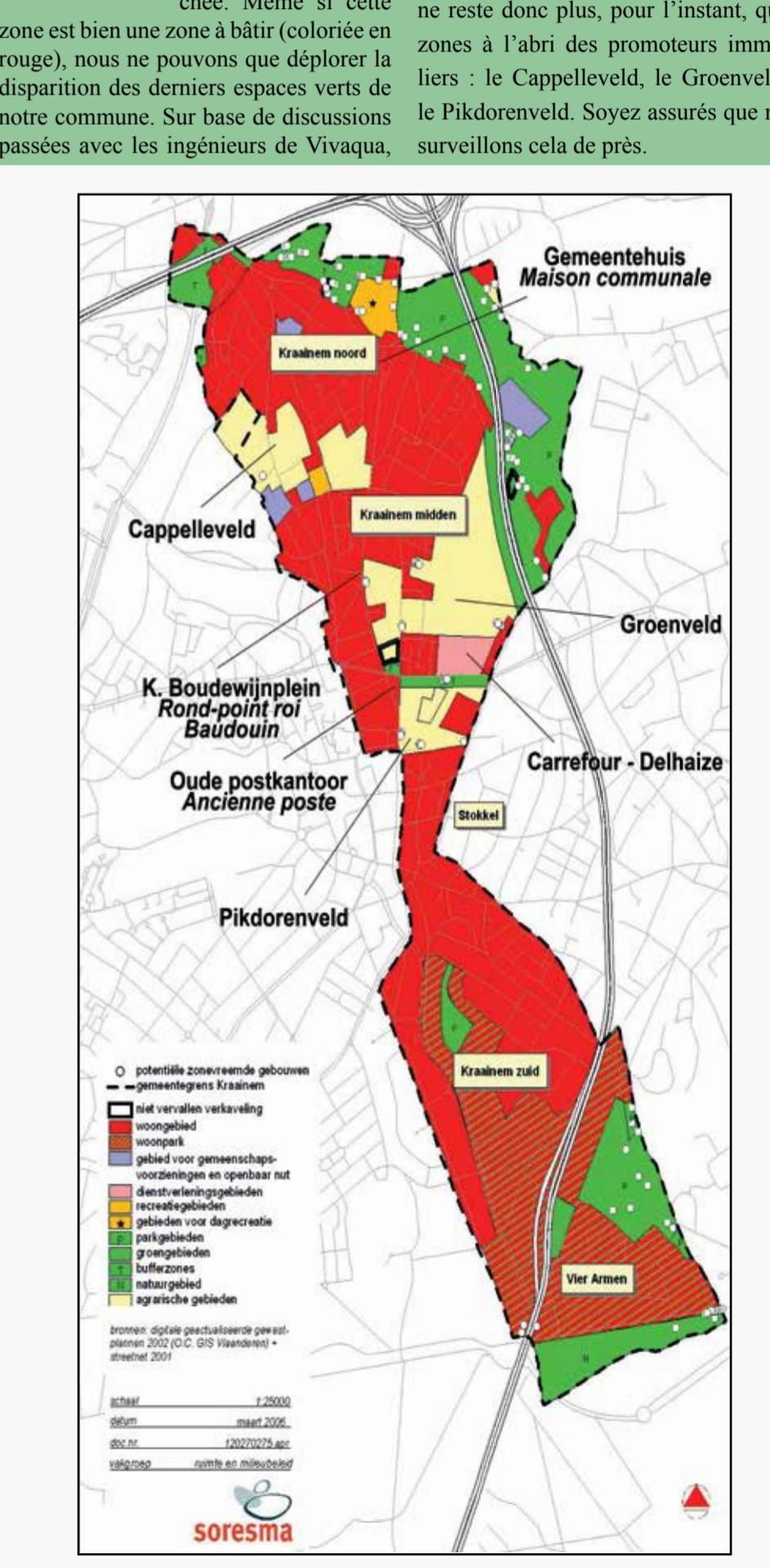
coûtera au bas mot 2 fois plus cher que prévu : en décembre 2015, le budget concernant ce projet (dont la construction était d'ailleurs initialement prévue en 2015) était de 1.299.106 € et en janvier 2017 de 2.388.776 €, soit une augmentation de 84%. Pour une construction qui n'a pas encore commencé (à part l'élimination d'une partie de l'amianté que nous avons fini par obtenir à force d'insister), cela promet... Il s'agit d'un projet de prestige qui intéresse manifestement beaucoup plus le Collège que la rénovation des rues.

Les habitants des rues Verte, des Tu-

*NdlR : qui entretemps a donné sa démission

Mais où disparaissent nos espaces verts ?

Une demande d'urbanisme pour un nouveau lotissement dans les champs entre l'avenue Reine Astrid et le clos Cloetens a récemment été affichée. Même si cette zone est bien une zone à bâtir (coloriée en rouge), nous ne pouvons que déplorer la disparition des derniers espaces verts de notre commune. Sur base de discussions passées avec les ingénieurs de Vivaqua,



Réaménagement de la Place Dumon

Début octobre, un permis d'urbanisme a été octroyé pour réaménager la Place Dumon. Les travaux de ce projet prioritaire pour la commune de Woluwe-Saint-Pierre sont planifiés de février à décembre 2017. Ce projet a pour but de renforcer l'attractivité commerciale de Stockel ainsi que l'attrait pour le quartier et de faire de la place Dumon une véritable place publique mieux et plus accessible.

Il existe cependant un bémol pour les habitants de Kraainem. Le projet vise en effet à décourager le trafic de transit et à le renvoyer vers les « grands axes régionaux » c'est-à-dire les avenues de Tervuren, de Wezembeek et Baron d'Huart prolongée par l'av. Reine Astrid. Malgré plusieurs rappels de Kraainem-Unie depuis début 2016, nous devons constater et dénoncer

Malheureusement, la transparence et la concertation ne sont pas des qualités qui caractérisent l'Union. Bien au contraire, le maintien du secret et les décisions prises en petit comité au sein du Collège constituent la règle.